



## PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
MINES-CARRIÈRES

Arrêté Préfectoral n° 05 DAI 2M 027  
de prescriptions complémentaires autorisant  
l'exploitation d'une parcelle incluse dans le périmètre  
d'une carrière à ciel ouvert de gypse exploitée par la  
société **KNAUF Plâtres** sur le territoire des communes  
de MONTHYON et SAINT SOUPPLETS

Le Préfet de Seine et Marne,  
Officier de la Légion d'Honneur,

- VU le code de l'environnement,
- VU le code du patrimoine, notamment les dispositions du livre V, titre II relatives à l'archéologie préventive,
- VU le code de la voirie routière,
- VU le code de l'urbanisme,
- VU le décret du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre Ier du livre V du code de l'environnement),
- VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (codifiée au titre Ier du livre II du code de l'environnement),
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 93-245 du 25 février 1993 relatif aux études d'impact et au champ d'application des enquêtes publiques,
- VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L.214-3 du Code de l'Environnement,
- VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive,

- VU l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières,
- VU la circulaire du Ministère de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,
- VU les arrêtés ministériels du 10 février 1998 et 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,
- VU la circulaire du Ministère de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,
- VU le schéma départemental des carrières de Seine et Marne approuvé le 12 décembre 2000,
- VU les arrêtés préfectoraux n° 91 DAE 2M 019 du 21 février 1991 et n° 91 DAE 2M 051 du 4 juin 1991 autorisant la Société KNAUF Plâtres à exploiter pendant 25 ans une carrière à ciel ouvert de gypse sur une surface de 85 ha,
- VU l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2M 037 du 7 septembre 2004 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de gypse de la société KNAUF PLATRES sur le territoire des communes de MONTHYON et SAINT-SOUPPLETS,
- VU la demande en date du 25 février 2005 par laquelle M. DE VOGEL agissant en qualité de Directeur de l'établissement, sollicite l'autorisation, de modifier les conditions d'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de gypse sur le territoire des communes de MONTHYON et SAINT-SOUPPLETS,
- VU l'avis et la proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Ile-de-France en date du 21 avril 2005,
- VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de sa réunion du 27 juin 2005,
- VU le projet d'arrêté préfectoral notifié à l'exploitant le 28 juin 2005 qui n'a pas formulé d'observations,
- Considérant que l'ajout d'une surface autorisée ne concerne que, une parcelle unique, de superficie restreinte au regard de la superficie totale, positionnée à l'intérieur du périmètre de la carrière et dont l'exploitation ne provoque pas une potentialité de nuisances supplémentaires,
- Considérant qu'aux termes de l'article L512.1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,
- Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état de la parcelle autorisée, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et la conservation des sites et des monuments,
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRÊTE**

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER .....</b>	<b>4</b>
Article I-1 : Autorisation .....	4
Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations classées.....	4
Article I-3 : Caractéristiques la modification .....	4
Article I-4 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration.....	4
<b>CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>5</b>
Article II-1 : Conformité aux dossiers .....	5
Article II-2 : Modifications .....	5
<b>CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES .....</b>	<b>5</b>
SECTION 1 : AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES .....	5
Article III-1 : Information du public.....	5
Article III-2 : Bornage .....	5
Article III-3 : Eaux de ruissellement .....	5
Article III-4 : Accès de la carrière .....	6
SECTION 2 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION À CIEL OUVERT .....	6
Article III-5 : Technique de décapage .....	6
Article III-6 : Patrimoine archéologique .....	6
Article III-7 : Fronts d'exploitation .....	6
Article III-8 : Remise en état du site .....	6
SECTION 3 : SÉCURITÉ DU PUBLIC.....	7
Article III-9 : Distances limites et zones de protection .....	7
SECTION 4 : PLANS.....	7
Article III-10 : Plans .....	7
<b>CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES .....</b>	<b>7</b>
Article IV-1 : Sanctions .....	7
Article IV-2 : Information des tiers .....	8
Article IV-3 : Autres réglementations.....	8
Article IV-4 : Délais et voies de recours .....	8

## ANNEXE

- Plan A3 couleur sur fond cadastral au 1/5 000<sup>e</sup> précisant le périmètre de l'autorisation,

## CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

### Article I-1 : Autorisation

L'exploitant la Société KNAUF Plâtres sise zone industrielle du Sauvoy BP n° 24, 77165 SAINT-SOUPPLETS est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté à modifier, les conditions d'exploitation de la carrière autorisée par les arrêtés préfectoraux n° 91 DAE 2M 019 du 21 février 1991, 91 DAE 2M 051 du 4 juin 1991 et n° 04 DAI 2M 037 du 7 septembre 2004 par :

- ajout d'une parcelle de 915 m<sup>2</sup> dans le périmètre autorisé par les arrêtés susvisés ;

dans le cas de dispositions contraires contenues par les précédents arrêtés, les dispositions du présent acte s'imposent.

### Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations classées

L'exploitation de cette parcelle relève de la rubrique de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement conformément au tableau ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510	1°	A	Exploitation de carrière	Exploitation à ciel ouvert de gypse	550 000 tonnes par an

AS= Autorisation avec servitudes, A = Autorisation, D = Déclaration, NC = Non classable

### Article I-3 : Caractéristiques la modification

- Références cadastrales et territoriales :

CADASTRE		LIEUX-DIT	SUPERFICIE AUTORISEE (en ha)
Section	Numéro de parcelle		
commune de MONTHYON			
ZN	21	LE PRE DE MORFONTAINE	0,0915

- Un plan cadastré au 1/5 000ème précisant le périmètre de l'autorisation est annexé au présent arrêté.

- La quantité totale de produits à extraire sur cette parcelle autorisée est de **150 000 tonnes**.

### Article I-4 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

## **CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **Article II-1 : Conformité aux dossiers**

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande en date du 25 février 2005, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées, conformément aux schémas d'exploitation et de remise en état annexé à l'arrêté n° 04 DAI 2M 037, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande en tout ce qu'il n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté et des arrêtés susvisés à l'article I.1.

### **Article II-2 : Modifications**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Des servitudes seront mises en place à la fin de l'exploitation afin de s'assurer de la compatibilité de l'usage futur du sol avec la présence des anciennes installations classées du site.

## **CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES**

### ***Section 1 : Aménagements préliminaires***

#### **Article III-1 : Information du public**

L'exploitant est tenu, dès le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de la présente autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

#### **Article III-2 : Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation de la parcelle, l'exploitant est tenu de placer :

- 1° des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- 2° le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones remises en état.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

#### **Article III-3 : Eaux de ruissellement**

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'Environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

#### **Article III-4 : Accès de la carrière**

L'accès direct à la voirie publique est interdit. Cet accès s'effectue via l'usine de fabrication voisine et aménagé de telle sorte qu'il n'aggrave pas la situation de risque pour la sécurité publique.

### ***Section 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert***

#### ***A - Décapage des terrains***

#### **Article III-5 : Technique de décapage**

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.

Les merlons ainsi constitués seront disposés préférentiellement de manière à composer un écran visuel de l'exploitation. Ils seront enherbés afin de diminuer leur impact sur le paysage.

Les merlons destinés à rester en place 3 ou 4 années, recevront dès leur mise en place, des plantations de bosquets d'arbres destinés à favoriser l'intégration dans le paysage. Ces plantations ont vocation autant que faire se peut à être réutilisées pour le réaménagement final.

#### **Article III-6 : Patrimoine archéologique**

Le bénéficiaire de l'autorisation prendra les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique.

En particulier : les emprises concernées par les futurs travaux d'exploitation, feront l'objet d'un diagnostic archéologique préalablement au décapage de la terre végétale. En fonction des résultats de ce diagnostic, une fouille préventive sera ou non prescrite ; dans le cas d'une prescription de fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur concerné sera subordonnée à l'achèvement de l'intervention archéologique.

#### ***B - Extraction***

#### **Article III-7 : Fronts d'exploitation**

Les fronts d'exploitation ont une pente maximale de 45° pour les terres de découvertes et les matériaux inter masse et sont subverticaux pour les masses de gypse.

#### ***C - Remise en état***

#### **Article III-8 : Remise en état du site**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Les opérations de remise en état sont effectuées de façon coordonnée suivant les phases définies dans les schémas d'exploitation et de remise en état joints à l'arrêté n° 04 DAI 2M 037.

### **Section 3 : Sécurité du public**

#### **Article III-9 : Distances limites et zones de protection**

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

### **Section 4 : Plans**

#### **Article III-10 : Plans**

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral sur lequel sont reportés :

- les limites des périmètres autorisés par les arrêtés 91 DAE 2M 019, 91 DAE 2M 051 et 04 DAI 2M 037 et le présent acte sur lesquels porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état, les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des éléments visés à l'article III-9 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année N,...).

Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.

Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressés à l'inspection des installations classées avant le 1<sup>er</sup> février de l'année N+1.

## **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article IV-1 : Sanctions**

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L142.1, L142.2, L216-6, L216-13, L514.9, L514.10, L514.11, L514.12, L514.13, L514.14, L514.15, L514.18, L514.1, L514.2, L514.3, L541-46, L541-47 du Code de l'environnement.

#### **Article IV-2 : Information des tiers**

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée dans les mairies de MONTHYON et SAINT SOUPPLETS et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché dans les mairies de MONTHYON et SAINT SOUPPLETS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

#### **Article IV-3 : Autres réglementations**

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

#### **Article IV-4 : Délais et voies de recours**

(Article L 514.6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511.1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de l'achèvement des formalités de publicité desdits actes

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.



## Article V : Destinataires

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Société KNAUF PLATRES
- Monsieur le Sous-Préfet de Meaux,
- Messieurs les Maires de Saint-Soupplets, Monthyon,
- Madame la Directrice Départementale de l'Equipement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France,
- Monsieur le Conservateur Régional de l'archéologie de la Région Ile de France,
- Monsieur le Directeur de France Télécom des lignes de Fontainebleau-Vulaines,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France, Cachan,
- Monsieur l'Ingénieur en Chef de la Navigation de la Seine,
- Monsieur le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- Monsieur le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,
- Chrono,

Fait à Melun, le 07 juillet 2005

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé : Jean-François SAVY

POUR AMPLIATION  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Chef de Bureau

  
Catherine BONNEAU



**Echelle: 1/5000**

Périmètre de l'autorisation  
d'installation de stockage de déchets  
de la société REP

Les limites parcellaires figurées ont été fournies par le cabinet DURIS-MAUGER

**KNAUF PLATRES - Modification carrière de gypse à MONTHYON  
4.380 - Cabinet GREUZAT - Février 2005 - Eléments d'appréciation**